LEMAIRE (Jacques), éd., *Franc-maçonnerie et politique*

Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1999, 188 p. (coll. « La Pensée et les Hommes »)

Jean-Paul Martin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/20432>

DOI : 10.4000/assr.20432

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2000

Pagination : 157-158

ISBN : 2-222-96698-1

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Jean-Paul Martin, « LEMAIER (Jacques), éd., *Franc-maçonnerie et politique* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 112 | octobre-décembre 2000, document 112.84, mis en ligne le 19 août 2009, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/20432> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.20432>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

LEMAIRE (Jacques), éd., *Franc-maçonnerie et politique*

Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1999, 188 p. (coll. « La Pensée et les Hommes »)

Jean-Paul Martin

RÉFÉRENCE

LEMAIRE (Jacques), éd., *Franc-maçonnerie et politique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1999, 188 p. (coll. « La Pensée et les Hommes »)

- 1 Sous ce titre ambitieux, il ne faut pas s'attendre à des « révélations », ni même à une réflexion homogène à propos d'un thème classique et complexe ! Fruit d'un colloque tenu dans les Ardennes, réunissant des acteurs et des chercheurs eux-mêmes engagés dans un travail maçonnique, cette publication connaît les limites du genre. Elle rassemble des contributions disparates par leur contenu comme par leur style, sans exclure des divergences, mais avec un souci commun de réagir contre une présentation simpliste ou caricaturale des relations entre politique et franc-maçonnerie (cf. l'introduction). Ces contributions émanent majoritairement de personnalités françaises, belges et luxembourgeoises, ce qui permet de diversifier les situations et les exemples, mais sans souci comparatif véritable.
- 2 Parmi les témoignages, retenons celui de Paul Van Praet « Communiste et franc-maçon au royaume de Belgique », qui illustre une exception historique pour ce pays : la non-application de la décision rendant incompatible l'appartenance au mouvement communiste et à la franc-maçonnerie.
- 3 Trois études précises, celles de A.L. Guy Talmain, Léopold Gwijde T. Van Haelst, Vito Amadeo Perez T. de Almagro y Aragon, sont consacrées à la Maçonnerie spéculative de progrès, autrement dit à la tradition issue de la création de la Grande Loge de Londres en 1717 et de ses prolongements continentaux, en terroir français, germanique ou ibérique principalement. Ces études sont centrées pour l'essentiel sur le XVIII^e siècle ;

deux d'entre elles mettent en valeur le rôle clé de la Loge française de Londres, véritable pépinière de « missionnaires », chargés à l'initiative de Jean-Théophile Désaguliers, de réaliser à l'échelle continentale le projet sociétal de la Grande Loge anglaise. Au-delà de précisions érudites qui intéresseront surtout les fervents d'histoire maçonnique, retenons ici l'existence dès l'origine d'un « projet de société », lequel « n'est plus la société traditionnelle de sujets, de l'Antiquité et du Moyen Âge » mais un projet « universaliste (..), d'essence fondamentalement démocratique et constitutionnaliste, par sa pratique du système électif et de la représentativité égalitariste de tous, par son latitudinarisme et son esprit de tolérance généralisé » (pp. 67-68), projet découlant de la vision newtonienne d'un univers « ordonné selon la rationalité mathématique et régi par les seules lois physiques de la mécanique, après avoir été voulu, créé et disposé par un Dieu, qui n'est pas celui de la Sainte Trinité et pour qui le Christ n'est que le messie » (p. 58). Ce projet maçonnique de société, s'il n'a pas été exempt de « dérives », et s'il a échoué dans ses efforts pour ramener une paix européenne dans les années 1740-1743 (contexte de la guerre de Sept Ans), n'en a pas moins su intégrer les spécificités nationales, notamment lorsqu'il se diffuse en France dès les années 1732-1737, où l'accent est mis sur l'égalité, la liberté, « voire déjà pour certains l'égalité et la liberté parmi les frères » (p. 29).

- 4 Deux autres études consacrées à la maçonnerie continentale, à des périodes plus tardives, complètent cette approche de la relation au politique. Celle de J.L. sur la franc-maçonnerie en Belgique à l'époque de la Révolution française montre l'absence paradoxale des loges belges dans l'effervescence de la période révolutionnaire, absence explicable en partie par les mesures d'extinction de l'activité maçonnique prises par Joseph II en 1786, et souligne le rôle reconstituteur des loges militaires françaises ainsi que du Grand Orient de France. La communication de Raymond Thévenin sur la loge « Fraternité » de Charleville à l'époque de la III^e République est une excellente étude de cas, servie par des archives consistantes et aux conclusions nuancées et convaincantes : la loge est impliquée dans la politique locale au sens où elle compte de nombreuses personnalités politiques, elle sert de lieu de sociabilité susceptible d'arrondir les angles entre hommes et formations politiques de la gauche, ou d'apporter un appui logistique redoublant les circuits militants traditionnels ; mais son étendue relationnelle ne lui permet pas de faire basculer une élection ; les initiés y recherchent avant tout une « école de perfectionnement citoyenne », même s'ils y trouvent aussi un « laboratoire d'apprentissage à la réflexion et à l'expression qui pouvait leur être bien utile dans la perspective de leurs combats politique » (p. 106).
- 5 Enfin on mentionnera la communication du baron Déès de Sterio « De la nécessaire immixtion de la Franc-Maçonnerie en politique et de la politique en Franc-Maçonnerie : un guide de bonne conduite », qui au-delà de considérations méthodologiques, consacre quelques pages (136-137) à la situation de la franc-maçonnerie allemande sous le nazisme.